

*L'énergie*

10 ou 15 milliards de dollars. Les répercussions sur notre balance des paiements sont manifestes.

Mais que la Chambre ne croie surtout pas que les importations de pétrole ont à elles seules entraîné ces déficits. Les députés se souviendront d'un discours que j'ai fait à la Chambre il y a un certain temps et dans lequel j'expliquais de quelle façon les politiques économiques désastreuses adoptées par le gouvernement libéral de 1973 à 1976—les politiques financières, monétaire et en matière de négociations collectives—nous ont réduits à ces déficits chroniques. Certains signes donnent à croire que nous retournons à ces politiques discréditées. Manifestement, il nous faut agir avec célérité pour relever les défis à venir et réduire les risques entraînés par l'instabilité de la situation mondiale actuelle. Nous ne devons pas faire d'erreur; la situation internationale est très explosive et nous sommes dans une position très précaire.

La dette du tiers monde croît de façon alarmante. Les données cumulatives pour la fin de 1979 étaient de quelque 300 milliards de dollars. En 1980, on prévoit que ce chiffre s'accroîtra de 60 à 68 milliards de dollars et encore de 70 à 75 milliards de dollars l'année prochaine. A ce jour, cinq pays renégocient les modalités de remboursement de leur dette, ce qui équivaut à une déclaration de faillite. Ces pays sont démunis. D'autres, et notamment les dix premiers pays en voie de développement, qui comptent les deux tiers de la dette du tiers monde, subissent d'énormes pressions. On prévoit que d'autres pays demanderont eux aussi la prorogation de leur dette en 1981. Il est clair que la Banque mondiale et le FMI doivent jouer un rôle de plus en plus important dans ce programme. J'exhorte le gouvernement à appuyer les initiatives et les efforts de ces deux institutions.

Ces nouveaux pays industrialisés représentent pour le Canada des marchés prometteurs, les marchés dont nous avons besoin pour réduire le déficit de notre balance des paiements. Néanmoins, ces marchés ne se développeront peut-être pas à cause des problèmes pétroliers et nous resterons vulnérables à cause de notre gros déficit.

Le ministre des Finances (M. MacEachen) s'est lamenté quand nos taux d'intérêt ont tellement grimpé à cause de la politique monétaire des États-Unis. S'est-il demandé qu'elle en était la cause? C'est parce que le déficit de notre balance des paiements nous rend très vulnérables. Malheureusement, nous sommes pris dans un cercle vicieux. Quand le prix du pétrole augmente, cela accroît l'instabilité des marchés cambistes et monétaires internationaux, surtout pour ce qui est du dollar américain. Depuis 1973, les réserves de dollars américains détenues par des institutions officielles étrangères ont doublé, passant de 70 milliards à 140 milliards, et elles ne cessent d'augmenter. L'importance de ces réserves constitue une source continue d'instabilité pour les marchés financiers internationaux. Donc, à moins de prendre immédiatement des mesures importantes, nous verrons nos taux d'intérêt augmenter de nouveau.

A l'heure actuelle, le climat politique au Moyen-Orient est plus instable que jamais. L'Iran est totalement imprévisible. Pourtant, les observateurs avertis considéraient ce pays comme un des plus stables du Moyen-Orient un an avant le retour de l'ayatollah Khomeini.

Les Soviétiques occupent maintenant l'Afghanistan. L'Union soviétique exporte actuellement 800,000 barils de

pétrole de plus par jour qu'elle n'en importe. En 1985, la situation sera renversée, car elle importera un million de barils par jour, ce qui signifie une différence de 1.8 million de barils par jour. Les Soviétiques ont clairement fait savoir que le pétrole du Moyen-Orient n'était pas exclusivement à la disposition de l'Ouest.

La situation est délicate, et pas seulement du point de vue des approvisionnements pétroliers. Une grande partie de l'argent déposé dans les grandes banques internationales, de l'argent qui a servi à financer le déficit de la balance des paiements des pays industrialisés et moins développés, vient du Moyen-Orient. Si cette source d'argent se tarit, si ce processus de recyclage qui a si bien fonctionné jusqu'ici est interrompu, cela aura de graves répercussions, d'abord pour les pays en voie de développement et ensuite pour les grands pays industrialisés.

Au risque de paraître alarmiste, je dirai que nous aurions tort de ne pas tenir compte d'une certaine possibilité de déstabilisation du Moyen-Orient. A tout le moins, la concurrence dont va faire l'objet le pétrole de cette région va s'intensifier, dans le temps justement où nos besoins en pétrole étranger augmentent, par la négligence des gouvernements libéraux successifs.

La tendance croissante au protectionnisme constitue elle aussi un sujet de préoccupations d'autant plus graves que notre déficit des paiements va atteindre cette année 6 à 6.5 milliards, et que notre balance des produits manufacturés était en déficit de 17 milliards en 1979. Le Japon, la Corée et l'Allemagne, entre autres, vont devoir faire un effort désespéré pour augmenter leurs exportations de produits manufacturés, n'ayant que très peu de matières premières à exporter et devant importer d'énormes quantités de pétrole et autres produits.

Malgré les paroles d'encouragement qui nous sont venues de Venise, nous constatons que la défense des intérêts nationaux amène ces pays, entre autres, à pencher vers le protectionnisme. On en a deux exemples dans la préférence accordée par l'État de New-York aux aciers de fabrication américaine, et dans la limitation par la CEE des exportations de produits pétrochimiques et de fils synthétiques de provenance américaine.

Et que fait le Canada? Nous nous accrochons à la politique énergétique de papa, qui risque de causer un tort sérieux à notre industrie. Nous n'avons pas compris que l'énergie chère et rare a forcé les constructeurs automobiles japonais et allemands à s'adapter en vitesse aux conditions énergétiques nouvelles. Nos constructeurs nord-américains subissent actuellement le recul le plus sérieux qu'ils aient essayé de longtemps sous les coups des voitures d'importation.

Si nous n'aménageons pas notre politique énergétique en fonction des réalités nouvelles, d'autres secteurs vont tomber dans le même bourbier. Car eux aussi sortent des produits conçus en fonction de la situation énergétique d'il y a cinq ou dix ans. La bouée de 200 millions lancée à Chrysler risque de devenir un fâcheux précédent si nous tardons à agir.

Il faut veiller à ne pas lier automatiquement l'inflation à la hausse des prix pétroliers. Ses effets sont indéniables, mais l'exemple de l'Allemagne et du Japon, qui ont des taux d'inflation moins élevés que le nôtre malgré qu'ils se rapprochent des prix pétroliers mondiaux, prouve qu'un ajustement est réalisable, puisque ce sont là les deux pays qui font la concurrence la